

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Intempéries : le pays a les pieds

LES fortes précipitations des derniers jours n'ont épargné que de rares localités du territoire national. À Libreville, Mouila ou Lebamba, le spectacle est presque partout le même. Des familles trouvent refuge chez des proches ou font sécher des effets personnels. Sur le plan national ou local, les autorités cherchent des solutions.

S.A.M.
Libreville/Gabon

SUR les réseaux sociaux, les vidéos montrant des personnes en détresse ou un homme tentant de soustraire son véhicule de la montée des eaux, des maisons inondées, sont nombreuses. Koula-Moutou, Mouila ou Libreville, rares sont les localités du pays à être épargnées par la furie des eaux. Ces drames semblent être la résultante d'une forte pluviométrie ces derniers jours.

Elle serait, selon les spécialistes, plus importante de 20 % par rapport à l'année précédente et au même mois. Les pluies de la semaine passée, cumulées aux précédentes, auraient déjà permis d'atteindre 900 mm sur la capitale et ses environs. Pour mémoire, la pluviométrie annuelle moyenne varie entre 1 600 et 1 800 mm à Libreville, contre 1 000 à 2 500 mm au centre du pays.

Lebamba reste jusque-là la ville où les conditions sont les plus exceptionnelles. Le barrage hydro-électrique de Bongolo, qui alimente la localité, a été envahi lundi par les eaux tumultueuses. Entraînant une coupure d'eau et d'électricité dans la commune et ses environs. Les habitants se demandent ce qu'ils vont pouvoir faire des aliments qui sont dans leur congélateur. Les experts de la SEEG, ne pouvant intervenir sur des turbines qui sont sous les flots, attendent une baisse de ceux-ci. Ailleurs, les ondes ont isolé plusieurs villages dans la province.

Pour la troisième année consécutive, les habitants de Lambaréné et ses environs, dans la province du Moyen-Ogooué, se sont encore réveillés, il y a quelques jours, avec les pieds dans l'eau. Plusieurs Migovéens sont sans abri. Une situation qui n'a pas laissé insensible Abdu Razzaq Guy Kambogo, le dépositaire de l'au-

torité de l'État dans la province du Moyen-Ogooué. Ce dernier avait d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme dès les premiers signes d'inondation. Devant la situation alarmante, Estaky Ibouanga Nguimbi de Moab Lung, conseiller en communication du gouverneur du Moyen-Ogooué, a récemment lu un communiqué qui passe en boucle sur la radio locale et est diffusé aussi par les véhicules publicitaires. Dans ledit communiqué, les autorités invitent les populations à la vigilance et à abandonner leur domicile dès que la montée des eaux a été constatée.

À Mouila, les événements ne sont pas différents. Chaque précipitation a eu des conséquences dans plusieurs quartiers. Dikongo I, Dourouni ou encore Bavanga sont en proie aux eaux. Le lycée privé Saint-Augustin, des hôtels comme le Lac Bleu figurent sur la liste des bâtiments touchés. Un peu partout, des familles se sont installées à la belle étoile ou chez des connaissances avec les quelques rares objets qu'ils ont pu sauver et sont trop souvent dans l'incapacité de se nourrir correctement.

À Libreville et sa banlieue, les habitants ont dû composer avec les intempéries. Ou les affronter pour sauver ce qu'ils pouvaient. À Essassa par exemple, une rivière se déversant dans la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok est sortie de son lit la semaine dernière. Les victimes des inondations ont pointé un doigt accusateur en direction des responsables de cet espace économique dont les travaux de terrassement ont simplement obstrué tous les passages d'eau. Nombre d'entre elles s'y sont d'ailleurs rendues pour manifester leur mécontentement.

Partout, les conséquences sont similaires. Des familles ont pu trouver refuge chez des proches ou sont sans abri. Elles ont perdu des appareils électroménagers, des effets vestimentaires, des



Photo: Scott Ngokila

Les pertes des ménages sont immenses après la forte pluie de lundi sur Libreville.

pièces d'état civil ou encore des fournitures scolaires. Excédés, des habitants du marché Banane, à Libreville, ont barré hier la route pendant plusieurs heures pour manifester leur mécontentement devant les risques d'éboulement et le décès de deux personnes. C'est le deuxième mouvement d'humeur enregistré depuis les premières inondations.

Chaque événement souligne l'urgence de réagir, de rassurer des populations traumatisées. Qui, malheureusement, relèvent certains observateurs sont souvent à l'origine de leur drame en construisant sur les cours d'eau ou en y jetant des débris ou des appareils électroménagers. Même si l'absence d'infrastructures adéquates ou leur malfaçon a été aussi relevée (lire ci-contre). Le gouvernement a tenu hier une réunion de crise.



Photo: Scott Ngokila